



## Nouvelle économique

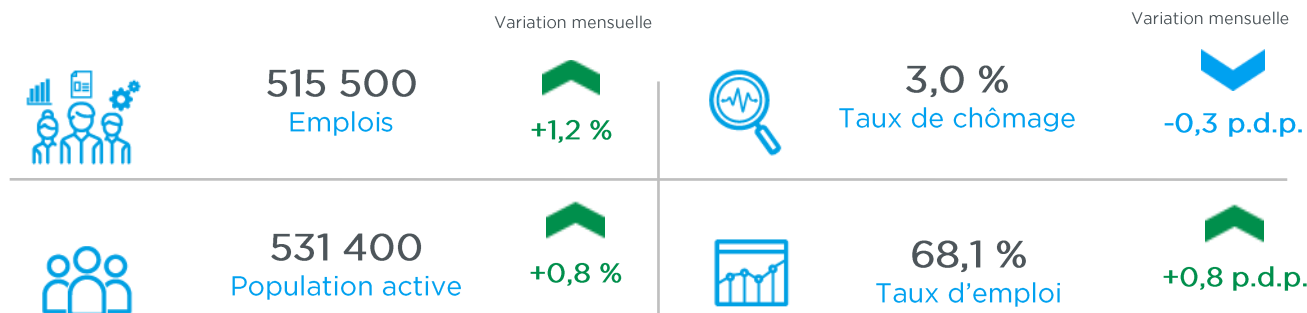
Région métropolitaine de Québec

6 février 2026

### Taux de chômage à 3 % : Québec débute 2026 avec un jalon rarement atteint en une décennie

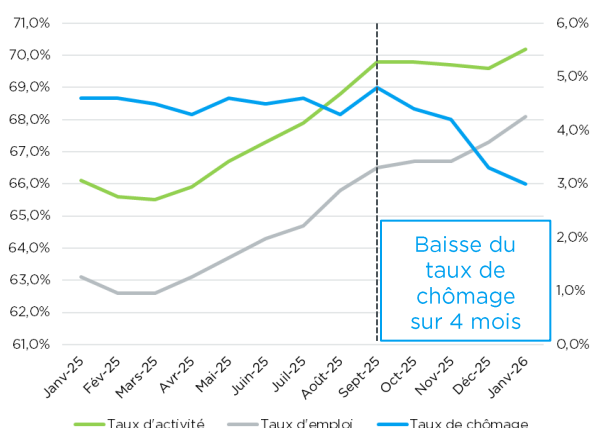
L'emploi dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Québec entame 2026 sur une note vigoureuse, avec une hausse de l'emploi de 1,2 % en janvier et un recul du taux de chômage à 3,0 %, soit sous le seuil du plein emploi. Dans ce contexte de marché du travail extrêmement serré, une stabilisation, voire une légère remontée du chômage serait non seulement attendue, mais souhaitable afin d'éviter une surchauffe économique et de préserver la capacité de croissance des entreprises.

#### Faits saillants – Janvier 2026



#### Visualisation des données

Évolution des principaux indicateurs de l'emploi sur un an



Portrait de l'emploi dans les principales régions canadiennes

janv-26	Emplois ('000)	Taux de chômage (%)	Taux d'emploi (%)
Québec	515,5	3,0	68,1
Toronto	3 758,9	7,9	61,3
Montréal	2 416,0	6,1	62,5
Vancouver	1 690,5	6,3	62,5
Calgary	1 003,7	6,7	64,8
Edmonton	886,4	6,8	64,6
Ottawa	864,6	7,0	61,5
Winnipeg	515,0	6,3	63,9
Province de Québec	4 662,5	5,2	61,4

### Un début d'année sous le seuil du plein emploi

Selon l'*Enquête sur la population active* (EPA) publiée par Statistique Canada, en janvier 2026, le marché du travail se resserre nettement dans la RMR de Québec alors que l'emploi grimpe à 515 500 postes (+1,2 point de pourcentage [p.d.p.]) et que la population active progresse de 0,8 % pour atteindre 531 400 personnes. Toutefois, le taux de chômage retient particulièrement l'attention alors qu'il fléchit à 3,0 %, sous le seuil du plein emploi pour un deuxième mois consécutif. Parallèlement, le taux d'emploi bondit à 68,1 %, son plus haut niveau depuis 2019 et l'un des plus élevés de la dernière décennie.

Dans ce contexte de resserrement, il importe de se rappeler qu'un chômage trop bas comporte ses risques. Effectivement, lorsque la main-d'œuvre devient rare, les entreprises risquent de ralentir leurs décisions de recrutement et d'investissement, faute d'avoir la capacité à pourvoir des postes clés. Fait d'autant plus particulier, cette situation est asymétrique entre les secteurs industriels, révélant un marché du travail fortement hétérogène dans la région.

De plus, un taux d'emploi en forte hausse peut alimenter les pressions inflationnistes, en poussant les entreprises à hausser les salaires, puis les prix. Cette tension accrue pourrait engendrer des pénuries de main-d'œuvre, freiner la réalisation de projets et augmenter les coûts de production, fragilisant ainsi la compétitivité des secteurs particulièrement exposés à la concurrence internationale. La région n'a pas encore atteint un seuil critique, mais l'actuel resserrement du marché du travail exige une vigilance accrue comme une économie en surchauffe peut devenir un frein à sa propre croissance.

### Une première en 5 ans : les jeunes sous le seuil du plein emploi dans un marché concurrentiel

En ce début d'année, l'enjeu n'est pas de déterminer si les jeunes travaillent dans la région de Québec, mais d'analyser leurs modalités d'insertion dans un marché plus concurrentiel et d'évaluer ce que cette dynamique révèle de la capacité d'absorption de l'économie. En effet, selon les données non désaisonnalisées, le taux de chômage des 15 à 24 ans s'établit à 3,2 % (-6,5 p.d.p. sur un an), sous le seuil du plein emploi pour une première fois en 5 ans.

Dans ce contexte, un aparté s'impose toutefois quant au remplacement des départs. Le [sondage Conjoncture 2026](#) indique que la proportion de gestionnaires qui anticipent une augmentation des effectifs au sein de leur entreprise s'établit à 54 % en 2026, alors qu'elle était de 62 % en 2025. Dans cette situation, deux points émergent : certains départs ne sont pas ciblés par un remplacement et des difficultés de recrutement persistent (73 %).

Ces éléments indiquent que la capacité d'absorption du marché du travail demeure, mais qu'elle se concentre désormais sur la stabilisation, l'amélioration de la productivité et le renforcement des compétences. Ainsi, les jeunes doivent s'intégrer dans un marché du travail concurrentiel. Les prochains mois permettront donc de voir si le faible taux de chômage des 15 à 24 ans se maintient, dans un contexte où l'embauche se resserre dans certains secteurs clés.

Rosalie Forgues, économiste  
Québec International